

Chômage et emploi : ce qui n'a pas changé depuis 1998 !

Un des domaines dans lequel le gouvernement dit d'alternance, installé en avril 1998, était attendu avec le plus d'attention, et chez certains avec beaucoup d'espoir, était bien celui de l'emploi, tant celui-ci représente la synthèse des interventions économiques et sociales de tout gouvernement.

Or, à ce niveau, le Premier ministre lui-même lance, quatre ans après son investiture, un aveux d'impuissance valant un vrai bilan. Pour lui : « Notre population est en majorité constituée de jeunes, nos écoles forment et mettent sur le marché beaucoup de cadres plus ou moins bien adaptés aux besoins de l'économie... Alors, nous avons fait ce que nous pouvions. La fonction publique ne peut pas créer plus d'emplois et nous avons convaincu le secteur privé d'embaucher, même s'il ne l'a pas fait dans la proportion que nous souhaitions. Pour qu'il y ait plus d'emplois, il faut davantage d'investissements (1). »

Effectivement, le niveau d'activité économique et sa structure ainsi que le montant des investissements aussi bien publics que privés déterminent l'offre d'emploi à l'échelle nationale et la compartimentation de la population occupée entre les différents secteurs d'activité économique du pays, globalement et au niveau régional. Mais la démographie également, aussi bien en termes de croissance naturelle que de mouvements de population, commande la demande potentielle d'emploi et ses variations historiques et futures.

Or, face à ces deux composantes, le gouvernement Youssoufi est apparu – comme le montreront les données contenues dans ce texte – plus préoccupé par la gestion des « affaires courantes », sans effet sur le long terme (la démographie) et sans aucune influence sur le court et le moyen terme (la croissance et l'investissement).

A. Cadre économique et démographique déterminant du marché de l'emploi

1. La croissance, la pauvreté et l'emploi

La création d'emplois dans toute société est fondamentalement liée à l'évolution des différentes grandeurs qui déterminent le dynamisme de son système productif. Il s'agit, plus particulièrement, du comportement du produit intérieur brut (PIB) d'une année sur l'autre et sur une longue période,

Mehdi Lahlou

Institut national
de statistique et
d'économie appliquée,
Rabat

(1) *L'Express international*
du 14/2/2002.

de l'évolution du niveau de l'épargne et des investissements, privés et publics, ainsi que de la demande intérieure, aussi bien intérieure qu'au travers des exportations.

En effet, c'est l'approche combinée de tous ces éléments qui permet de saisir les évolutions sur le marché de l'emploi, quelles qu'en soient les composantes.

Le niveau de l'emploi serait, en ce sens, déterminé non pas par un niveau d'activité donné à un moment particulier, mais par l'environnement économique global qui préfigure, *in fine*, les anticipations d'activité des opérateurs économiques et leur capacité à générer des ressources et à créer des opportunités de travail.

Dans les faits, ces capacités sont conditionnées aujourd'hui au Maroc par deux déterminants majeurs qui sont, d'un côté, la très forte variation conjoncturelle enregistrée au cours des dernières années dans l'évolution du PIB et la faible croissance de cet agrégat sur le moyen et le long terme et, de l'autre, la grande faiblesse de la demande intérieure qui n'est autre que l'expression économique de l'état de pauvreté qui affecte près de 20 % de la population marocaine, combinée à une pression de plus en plus forte exercée – à la faveur de l'adhésion du Maroc à l'OMC en 1995 et à la signature de l'accord d'association portant sur la création d'une zone de libre-échange avec l'Union européenne en février 1996 – sur les produits marocains aussi bien sur le marché local qu'à l'export.

Une très forte variation conjoncturelle dans l'évolution du PIB et une faible croissance de cet agrégat sur le moyen terme

La performance de l'économie marocaine, mesurée en termes d'accroissement du PIB, a été faible en valeur absolue, depuis 1990, et très réduite lorsqu'on la compare à l'accroissement démographique – même en recul – que connaît le Maroc.

Cette performance a, surtout, été extrêmement erratique, d'une année sur l'autre, limitant par la même occasion la visibilité des opérateurs économiques et leur interdisant une approche prévisionnelle fondée sur une évolution maîtrisée et cohérente.

Les différentes politiques économiques que les autorités publiques ont mises en œuvre durant les deux dernières décennies, malgré le relatif rétablissement des agrégats macro-financiers du pays, n'auront que très peu contribué à la réduction des aléas de toutes natures qui affectent le cheminement de l'économie marocaine. Dans le même sens, le gouvernement mis en place depuis 1998, et dont la démarche et les options fondamentales ont, pour une large part, très peu varié sur les plans économique, social et financier par rapport à ses prédécesseurs, ne semble pas avoir installé le pays dans la croissance ni brisé cette espèce de « lien organique » qui perdure au Maroc entre évolution du PIB global et celle du produit agricole.

Chômage et emploi : ce qui n'a pas changé depuis 1998 !

Le tableau ci-après montre en effet que ce qui était valable à ce propos entre 1991 et 1997 l'est demeuré depuis. La variation réelle (au prix du marché de l'année 1980) du PIB reste aussi erratique et autant prédéterminée par les performances du secteur primaire de l'économie.

Tableau 1
**Variation du PIB global et du PIB agricole entre 1991 et 2001,
prix du marché de l'année 1980**

Années	Variation	
	PIB global	Agriculture
1992-1991	- 4,0 %	- 36,9 %
1993-1992	- 1,0 %	- 4,7 %
1994-1993	+ 10,4 %	+ 61,4 %
1995-1994	- 7,0 %	- 43,9 %
1996-1995	+ 12,0 %	+ 78,0
1997-1996	- 2,2 %	- 26,5 %
1998-1997	+ 6,8 %	+ 24,7 %
1999-1998	- 0,7 %	- 19,8 %
2000-1999	+ 0,3 %	- 16,7 %
2001-2000	+ 6,0 %*	+ 27 %*

Source : Rapport annuel de Bank Al Maghrib, 1990-2000.

* Données provisoires.

Des chiffres présentés dans ce tableau il ressort qu'en l'espace d'une décennie (1991-2001), pour 4 années de croissance forte, le Maroc a enregistré 5 années de croissance négative et une année (2000) de quasi-stagnation.

Cette progression en dents de scie est principalement le fait des activités primaires, secteur agricole en tête, dont la production continue d'osciller selon de très larges amplitudes. Les secteurs industriel et de services se maintiennent dans une relative léthargie, malgré l'embellie relative qu'enregistre, par exemple, le sous-secteur des technologies de l'information et de la communication.

Or, le secteur agricole est, de par lui-même, peu créateur d'emplois, même s'il demeure le principal employeur à l'échelle nationale. Et même si le rôle des activités agricoles – bien que celles-ci n'interviennent plus que pour près de 13 % dans le PIB – demeure extrêmement important dans l'impulsion des autres secteurs de production, la progression (même très forte) du produit agricole au cours d'une année donnée peut être obtenue sans effet sur le niveau global de l'emploi et ce par la variation du taux de chômage déguisé en milieu rural. Au cours d'une « bonne année agricole », ce type de chômage tendrait à baisser, alors que pendant une mauvaise année, il augmenterait.

Une des conséquences majeures de la faible croissance du PIB sur le long terme et de sa forte variation en courte période a résidé dans le maintien du marché intérieur dans des dimensions fort restreintes suite à un fort fléchissement de la demande des ménages.

Une grande faiblesse de la demande intérieure

Un des facteurs essentiels d'incitation à l'investissement, et donc à la création d'emplois, réside dans l'existence d'un marché important et en extension ; or, il semble que tel n'est pas le cas du marché domestique marocain. Celui-ci demeure, en effet, très exigu et donc très peu porteur pour les entreprises, notamment les petites et moyennes d'entre elles, dont l'activité est principalement destinée au marché intérieur.

En réalité, la demande adressée à l'ensemble des entreprises marocaines est soumise depuis de nombreuses années à une compression importante due à la réduction progressive des dépenses de l'Etat ainsi qu'au recul du pouvoir d'achat des ménages, dont l'expression la plus nette est représentée par un fort rebond du taux de pauvreté au sein de la population marocaine aussi bien dans les campagnes que dans les villes.

A ce propos, il y a lieu de relever que le niveau de vie de la population marocaine s'est détérioré au cours des années 1992 à 1995, puis depuis 1998, comme conséquence importante des années de sécheresse du début et de la fin de cette décennie. Ainsi, la consommation par tête, en termes de moyenne, a été marquée par une baisse en volume de 3,6 % annuellement de 1992 à 1995 et, après une relative stabilisation entre 1996 et 1998, elle s'est de nouveau repliée de 3,2 % en 1999 et d'autant en 2000.

Cette évolution s'est traduite, notamment, par une plus grande prévalence de la pauvreté, particulièrement en milieu rural, tel que cela ressort de l'enquête nationale sur les niveaux de vie des ménages menée par la Direction de la Statistique en 1997-1998, dont certaines données essentielles sont reprises dans le tableau ci-après.

Tableau 2
Population pauvre et taux de pauvreté selon le milieu de résidence.
Evolution entre 1984 et 1999

Milieu de résidence et période		Population pauvre (en 000)	Taux de pauvreté (en %)
1984-1985	Urbain	1 300	13,8
	Rural	3 300	26,7
	Total	4 600	21,1
1990-1991	Urbain	912	7,6
	Rural	2 448	18,0
	Total	3 360	13,1
1998-1999	Urbain	1 814	12,0
	Rural	3 496	27,2
	Total	5 310	19,0

Source : Direction de la Statistique, *Enquête nationale sur les niveaux de vie des ménages 1998-1999*, Rabat, p. 95.

De ce tableau il ressort en particulier que plus de 5 millions de personnes dépenseraient aujourd'hui au Maroc 10 Dh et moins par jour ; or, si la pauvreté individuelle est une des conséquences majeures du chômage, la pauvreté de masse est un facteur essentiel de son aggravation en raison de l'insuffisante solvabilité de la demande et de la baisse d'activité qu'elle induit pour l'ensemble des secteurs de production.

L'évolution des deux grandeurs essentielles ainsi présentée a eu des conséquences importantes sur les capacités de création d'emploi par les entreprises marocaines.

Ces capacités ont été très réduites, ce qui s'est traduit logiquement – l'arrivée de la main-d'œuvre sur le marché du travail étant notamment prédéterminée, comme indiqué ci-haut, par la forte croissance démographique que le Maroc a enregistrée jusqu'au milieu des années quatre-vingts – par l'augmentation du nombre de chômeurs au niveau national. Demande et offre d'emploi étant ainsi devenues structurellement déséquilibrées, avec apparition de phénomènes nouveaux, inconnus au début des années quatre-vingt au Maroc, comme, par exemple, le chômage des diplômés, dont, notamment, les lauréats de la Formation professionnelle.

Tenant compte de ces éléments, l'intervention de l'Etat, pour faire face au problème lancinant du chômage, s'est effectuée de façon plus ou moins directe, plus ou moins pressante selon la conjoncture politique et financière du moment. Mais force est de constater que cette intervention, qui a longtemps considéré l'emploi comme un effet résiduel, n'a jamais été ni globale, ni cohérente et qu'elle a très souvent oscillé entre un traitement social et un traitement strictement politique de la question du chômage, à l'image de ce qui s'est passé à partir du début des années quatre-vingt-dix avec l'institution du CNJA (Conseil national de la jeunesse et de l'avenir).

Force est de constater également que, depuis 1998, hormis la création de l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC) en juin 2000, rien de très important n'a changé à ce niveau si ce n'est un discours désengageant encore plus nettement l'Etat de toute responsabilité directe en matière de création d'emplois.

Et de fait, les principales tendances enregistrées au cours des deux dernières décennies (1982-1994 et 1994-2000) montrent que le marché du travail, en demeurant confronté à un flux important de main-d'œuvre, n'a connu qu'une offre limitée d'emploi, ce qui a directement engendré une aggravation du chômage, en particulier en milieu urbain, parmi les femmes et au sein des jeunes diplômés.

2. La démographie et l'emploi : une offre de main-d'œuvre toujours élevée, mais de moins en moins "rurale"

La demande d'emploi – ou offre de travail – découle d'un sous-ensemble de la population qui est la population active qui représente elle-même une

partie de la population en âge d'activité laquelle se déduit, à son tour, de la population totale.

(2) Tels le taux de scolarisation, la durée des études ou le refus ou l'acceptation de l'accès de la femme au marché de l'emploi.

A partir de ce déterminisme naturel, et nonobstant certains facteurs socioculturels (2) qui influent sur le taux d'activité, l'importance et l'évolution de la demande d'emploi sont liées à la taille de la population et à son taux de croissance.

De ce point de vue, l'offre de travail exprimée aujourd'hui sur le marché de l'emploi au Maroc est le résultat de l'expansion démographique que le pays a connue durant les années soixante et soixante-dix, ainsi que des mouvements de population enregistrés des campagnes vers les villes depuis la même période.

Ainsi, en revenant aux résultats des 3 recensements généraux de la population et de l'habitat réalisés depuis 1971, la population marocaine totale est passée de 15,35 millions de personnes en 1971 à 20,35 millions en 1982 et à 25,92 millions en 1994. Lors des mêmes recensements, la population d'âge actif (regroupant toutes les personnes dont l'âge est compris entre 15 et 60 ans) s'est élevée à 7,59 millions de personnes en 1971, à 10,97 en 1982 et à 14,49 en 1994. En 2000, cette population a été estimée à 17,345 millions de personnes (voir tableau A en annexe).

A partir de ces données, et en ne retenant que les résultats des deux derniers recensements généraux, la population active serait passée de 6,02 millions de personnes en 1982, avec un taux d'activité de 29,6 %, à 8,34 millions de personnes en 1994, avec un taux d'activité de 32,2 %.

(3) Premiers résultats publiés dans le bulletin de la direction de la Statistique n° 56, avril 2001.

En 2000, la population active retenue par l'enquête nationale sur l'emploi (3) s'est élevée à 10,285 millions de personnes, pour une population totale estimée à 28,705 millions de personnes, ce qui représente un taux d'activité de 35,8 %.

L'analyse démographique de l'emploi induit, au demeurant, deux éléments majeurs dont l'un consiste dans la croissance attendue de l'offre de travail au cours des années à venir et l'autre se rapporte à l'évolution de la structure urbaine/rurale de la population active.

Une forte décélération de la croissance démographique naturelle

Le Maroc est entré, depuis le milieu des années quatre-vingt, dans une phase avancée de transition démographique. Le taux de croissance nette de sa population est passé, en effet, à 2,06 % par an entre 1982 et 1994 et à moins de 2 % depuis la fin de la décennie 90, alors qu'il se situait à plus de 2,6 % entre 1971 et 1982.

Cependant, ce changement de rythme de croissance extrêmement important en soi, en un laps de temps très court, ne s'est pas encore traduit, au niveau des effectifs de population d'âge actif, par un début de compression, d'autant que les nouveaux taux de croissance s'appliquent, désormais, à une base beaucoup plus large que ce n'était le cas au début des années soixante et soixante-dix.

Chômage et emploi : ce qui n’a pas changé depuis 1998 !

L’inertie des phénomènes démographiques est telle que, aujourd’hui, on en est encore à faire face aux effets cumulatifs de la croissance démographique forte des 2 décennies d’après l’indépendance du pays et de l’incapacité des politiques économiques et sociales menées pendant les mêmes périodes à y faire face en termes de création d’emploi. Quant à la baisse enregistrée au cours des dernières années au niveau du taux naturel de croissance démographique, ses effets sur l’offre de travail, et donc sur la situation du marché de l’emploi, ne devraient apparaître que bien plus tard, et seulement lorsque le stock de demandes d’emploi accumulées sur plusieurs années aura été résorbé.

Une très forte tendance à l’urbanisation

Suivant en cela l’évolution que connaissent la plupart des pays en voie de développement, le Maroc a enregistré au cours du dernier tiers du XX^e siècle, et continuera de connaître au cours des années à venir, une très forte tendance à l’urbanisation de sa population, comme conséquence directe d’un mouvement ininterrompu, depuis plus de 40 ans, d’exode rural.

Ainsi, la part de la population urbaine dans la population totale a presque doublé entre 1960 et 1999 et sera quasiment inversée en 2019 par rapport à ce qu’elle était 60 années plus tôt.

Tableau 3
Evolution de la part des populations rurale et urbaine dans la population marocaine totale, 1960-2019

Années	1960	1971	1982	1994	1999	2009	2019
Population rurale	70,83 %	65 %	57,4 %	48,82 %	45,46 %	38,44 %	32,36 %
Population urbaine	29,17 %	35 %	42,6 %	51,18 %	54,54 %	61,56 %	67,64 %

Source : CERED, ministère chargé de la Population, « Projections à long terme de la population du Maroc (1960-2060) », Rabat, 1996. Données recensements (1960, 1971, 1982 et 1994) ; le reste : projections.

Cette nouvelle stratification de la population entre les centres urbains et les campagnes est une conséquence directe de l’exode rural qui a concerné, au fil des années, une population de plus en plus nombreuse. En effet, on estime que le nombre annuel de migrants des campagnes vers les villes, qui était de 67 000 entre 1960 et 1971 et de 113 000 entre 1971 et 1982, serait passé à 167 000 entre 1982 et 1994 et serait aujourd’hui supérieur à 220 000.

Une telle configuration urbaine/rurale, qui résultera de la multiplication par plus de 7 (7,37) de la population urbaine entre 1960 et 2019, alors que la population totale n’aura été multipliée, pour la même période, que par un peu plus de 3 (3,18) est beaucoup plus déterminante que les effets attendus de la seule transition démographique, prise de façon isolée. L’histoire récente du Maroc ayant montré que la résorption des déficits en matière d’emploi est plus problématique dans les villes, où le chômage en étant plus

visible devient, par la même occasion, politiquement, socialement et économiquement plus contraignant.

Ces différents éléments semblent indiquer que, d'un point de vue strictement démographique, la problématique de l'emploi sera très ardue à résoudre au cours des prochaines années, en ce sens que la population d'âge actif devrait augmenter, tel qu'indiqué au tableau 1 (voir annexe), de près de 9 millions de personnes, soit de plus de 51 % entre 1999 et 2019. Le retournement de situation n'étant prévu, à ce niveau, que vers les années 2035-2040.

Autant dire qu'à un terme prévisible, la demande d'emploi restera très forte, ce qui indique que le rétablissement d'un certain équilibre sur le marché de l'emploi ne viendra que de la capacité des différents secteurs d'activité économique et sociale à créer des opportunités croissantes de travail. Or, il apparaît que cette capacité est aujourd'hui obérée au vu de certaines performances économiques fondamentales que le Maroc a enregistrées au cours des dernières années.

B. Offre récente et structure actuelle de l'emploi

La connaissance du marché du travail et de la situation de l'emploi et du chômage, au niveau national, a bénéficié à partir de 1999 de l'extension de l'enquête emploi en milieu rural et de l'adoption d'un échantillon plus large permettant, théoriquement, une plus grande visibilité et une meilleure extrapolation des phénomènes étudiés.

L'échantillon retenu a ainsi été de 32 000 ménages en milieu urbain et 16 000 ménages en milieu rural, soit un total de 48 000 ménages, contre 30 000 ménages en 1998, pris dans le seul milieu urbain.

Les données de synthèse présentées en 1999 à l'échelle nationale (voir tableau B en annexe) puis les résultats concernant les années 2000 et 2001 n'autorisent cependant pas à procéder à une analyse des tendances globales de l'emploi et du chômage au cours des dernières années. Seules les évolutions en milieu urbain peuvent être saisies et interprétées à la lumière des différents paramètres disponibles. De la sorte, le recours aux données en la matière recueillies lors des recensements généraux de la population de 1994 et 1982 s'avère toujours nécessaire pour une analyse historique plus approfondie, même si la comparaison n'est pas très aisée avec les données tirées d'une simple enquête nationale.

La population active occupée

Le nombre de personnes exerçant effectivement un emploi au moment de l'enquête, selon les termes de la direction de la Statistique, s'est élevé en 1999 à 9 360 321 (4) personnes, pour un taux d'activité de 35,8 % (de 54,4 % lorsqu'on compare la population active à la population en âge d'activité, comme cela a été fait pour présenter les résultats de l'enquête). En 2000, le nombre d'actifs occupés serait passé à 8,89 millions de

(4) Direction de la Statistique, *Activité, emploi et chômage*, 1999, Rapport de synthèse, p. 59.

personnes (5), pour un taux d'activité inchangé de 35,8 % (et de 52,9 % par rapport à la population d'âge actif).

La population active occupée, déduite de la population active totale, elle-même constituant une partie de la population en âge d'activité, présente les principales caractéristiques suivantes :

- Une personne active sur trois (soit 29,5 %) est une femme, et un peu plus d'une personne sur deux (55,4 %) réside en milieu rural. En outre, les actifs occupés représenteraient 33,1 % de la population totale (taux brut d'emploi). Ce taux s'établissant à 46,9 % pour les hommes et à 19,5 % pour les femmes.

- La population active occupée est formée à concurrence de près de 60 % (59,5 %) de personnes âgées de 20 à 44 ans. Quant à la part des jeunes âgés de 15 à 19 ans dans la population occupée totale, elle aurait baissé de 14,3 % en 1987 à 11,9 % en 1999.

- L'emploi non rémunéré demeure très courant chez les femmes en milieu rural. Celles-ci sont à 80,2 % concernées par cette forme d'emploi contre 6,2 % des femmes occupées en milieu urbain. Les aides familiales forment 52,0 % de la population active occupée en milieu rural (36,8 % pour les hommes et 80,2 % pour les femmes) contre seulement 5,6 % en milieu urbain. Ce sont les emplois les plus précaires qui s'exercent généralement au niveau des activités familiales, particulièrement dans les exploitations agricoles. La part de l'emploi non rémunéré dans l'emploi global a atteint 29,5 % en 1999 et est passée à 30,3 % en 2000.

- Malgré une relative amélioration, la population active occupée demeure d'un niveau d'instruction très faible. Les actifs occupés, sans aucune instruction, constituaient ainsi, en 1999, 47,2 % de la main-d'œuvre occupée et 53,7 % de la population active totale. La proportion d'actifs occupés sans aucun niveau d'instruction s'élève à 64,7 % en milieu rural et 25,5 % dans les centres urbains. Par sexe, le pourcentage des femmes actives occupées ne disposant d'aucune instruction atteint – en tant que reflet de l'analphabétisme ambiant – 88,4 % dans les campagnes et 34,2 % dans les villes. Quant aux actifs occupés disposant d'un niveau d'instruction "supérieur", ils représenteraient 5,1 % de la population active occupée totale et sont plutôt présents en milieu urbain (10,8 % de la population active) qu'en milieu rural où seulement une personne occupée sur 200 dispose d'un diplôme supérieur au baccalauréat.

- La structure de l'emploi selon les secteurs d'activité fait apparaître le maintien du poids de l'agriculture à un niveau très important. En effet, ce secteur fait travailler encore près d'une personne occupée sur deux (47,8 %) à l'échelle nationale et intervient pour 81,6 % du total de l'emploi en milieu rural, d'où la gravité des conséquences, sur le plan notamment social, de la succession des années de sécheresse au cours de la dernière période.

- Le secteur industriel, dont la production n'a progressé que de 1 % entre 1998 et 1999, n'intervient que pour 13,8 % de l'emploi total au niveau national.

(5) La comparaison entre le nombre des personnes occupées indiqué dans le rapport de synthèse publié par la direction de la Statistique en 1999 et celui paru dans *le Bulletin mensuel* n° 56, avril 2001, laisse apparaître une différence "inexpliquée", de – 514 000 unités entre les deux publications. Cette différence est de même ampleur que celle qui sera observée pour la population active (515 000). Une telle "juxtaposition", pour une même population, pour la même année, aura, bien évidemment – sauf à être explicitée – des conséquences importantes sur le chiffrage statistique du taux d'emploi et, donc, du taux de chômage.

L'évolution de l'emploi industriel au cours des dernières années et sa localisation géographique sont, en outre, saisies par l'enquête sur les industries de transformation menée annuellement par le ministère du Commerce et de l'Industrie. La dernière livraison de cette enquête indique, notamment, que le nombre d'emplois a progressé, en valeur absolue, de 42 888 entre 1995 et 1999, soit une augmentation relative globale de 8,6 % en 4 ans.

Elle montre aussi que l'emploi industriel reste confiné dans l'axe Casablanca / Rabat-Salé / Kénitra / Tanger où on trouve 66 % des emplois offerts par les industries de transformation à l'échelle nationale en 1999. Lorsqu'on ajoute à ces 4 centres urbains les villes de Fès et de Marrakech, on atteint 75 % des effectifs engagés dans l'ensemble des activités industrielles du pays.

En 1999, les industries de transformation employaient près de 496 500 personnes, dont 83 % à titre permanent (6). Par rapport à 1998, et malgré une augmentation des investissements dans ces industries de 11 %, l'emploi n'y aurait progressé que de 0,5 %.

Quant au secteur "services", il intervient à concurrence de 32,2 % de l'emploi au niveau national. Il est, en outre, le principal générateur d'emplois urbains, en employant 60,6 % des actifs occupés dans les villes contre 9,5 % seulement dans les campagnes.

• Les opportunités d'emploi relèvent essentiellement de l'initiative privée au sens large. Le secteur privé offre ainsi 88,2 % du total de l'emploi au niveau national (76,2 % en milieu urbain et 97,8 % en milieu rural). Le secteur public emploie essentiellement en milieu urbain où il intervient pour 20,8 % de l'emploi contre seulement 1,9 % dans les campagnes.

C. Population active en chômage

Caractéristiques essentielles

La population active en chômage a atteint 1,433 million de personnes en 1999. En termes relatifs, cette population représente 13,9 % de la population active âgée de 15 ans et plus. En 2000, le taux de chômage se serait situé en recul de 0,3 point par rapport à 1999, soit, en chiffres absolus, 39 000 chômeurs en moins. Et à la fin de l'année 2001 (7), il n'y aurait plus que 1,289 million de chômeurs, soit un taux de chômage de 12,8 %, en recul de 1,1 point par rapport à 1999 et 0,8 point par rapport à 2000.

Les chiffres correspondant à l'année 2000 et surtout à 2001 ont cependant reçu une très faible publicité – laquelle est sans rapport avec la véritable performance nationale qui consisterait, dans une période où l'industrie crée très peu d'emplois lorsqu'elle ne licencie pas, en une baisse du nombre de chômeurs de 100 000 alors même que le Maroc vit les effets désastreux pour l'agriculture de 3 années de sécheresse – et semblent avoir été démentis par le Premier ministre lui-même qui a déclaré qu'il y aurait au sein de chaque famille marocaine entre 1 et 2 chômeurs (8).

(6) Ministère du Commerce et de l'Industrie, *les Industries de transformation*, Exercice 1999, décembre 2000.

(7) *L'Economiste* du 5 mars 2002.

(8) « ... Ils sont

Cette interférence politique, à un si haut niveau, pousse à considérer les données officielles des 2 dernières années avec une réserve d'autant plus grande qu'elles sont parfois contradictoires. Et pour la clarté de l'analyse et de sa cohérence, ce texte s'en tiendra aux données de 1999.

Ainsi, la population en chômage, telle que dénombrée en 1999, est marquée par les principales caractéristiques suivantes :

- Elle est très majoritairement masculine, et la part des hommes, qui était de 72,9 % en 1999, est passée à 74,3 % en 2000 (principalement en raison de la "sortie" d'un nombre important de femmes du marché de l'emploi entre les deux années).

- Le chômage apparaît comme étant un phénomène essentiellement urbain: plus de 81 % des chômeurs se rencontrent dans les villes où le taux de chômage a atteint 22 % en 1999 et 21,5 en 2000, alors qu'il ne semblait être que de 5,4 % en 1999 et de 5 % en 2000, en milieu rural.

- Enfin, la population active en chômage est constituée essentiellement de jeunes : ainsi, en 1999, 68,5 % des chômeurs avaient moins de 30 ans, soit 67,7 % pour les hommes contre 70,4 % pour les femmes et 67,2 % dans les villes contre 73,9 % dans les campagnes. Chez les chômeurs les plus âgés, le taux de chômage était de 2,9 % en 1999 et de 2,7 % en 2000, pour les chômeurs âgés de plus de 45 ans, et de 7,4 % en 1999 et de 7,3 % en 2000, pour les chômeurs dont l'âge est compris entre 35 et 44 ans.

Globalement, un des principaux résultats à retenir de l'évolution récente du marché de l'emploi présentée ci-dessus est le "léger mieux" enregistré au niveau du taux de chômage. Celui-ci aurait, comme indiqué ci-haut, baissé de 0,3 point, passant de 13,9 % en 1999 à 13,6 % en 2000, et de 2,4 points depuis 1994.

En soi, la légère régression enregistrée en 2000 par rapport à 1999 n'a pas une grande signification, puisqu'on peut considérer qu'elle correspond à un véritable maintien en l'état de la situation antérieure, d'autant que, par ailleurs, le PIB n'aurait augmenté que de 0,3 % entre ces deux dernières années (voir tableau 1 ci-dessus). Il y aurait eu, ainsi, une totale correspondance entre évolution de l'activité prise à l'échelle nationale et celle du marché de l'emploi.

En réalité, l'analyse des dernières données globales en matière d'emploi doit être faite en tenant compte de certaines remarques méthodologiques fondamentales et aussi de type "institutionnel et politique" et doit reproduire, à chaque fois que c'est possible, certaines tendances lourdes de l'activité et du chômage au Maroc, en rapport avec les données des recensements de la population et d'autres enquêtes sur l'emploi menées depuis le début des années quatre-vingt-dix.

Remarques méthodologiques

Parmi ces remarques, il y a lieu de relever en particulier l'évolution, d'une année sur l'autre, du taux d'activité global et du taux de chômage retenu pour la population active en milieu rural.

naturellement déçus, ceux qui s'imaginaient que, du jour au lendemain, le chômage allait être résorbé ou que leur salaire allait être augmenté substantiellement. C'est cela qui préoccupe le plus les Marocains en ce moment, car, dans chaque famille, hélas ! on compte un ou deux chômeurs. » A. Youssoufi, interviewé par *l'Express international*, 14 février 2002. Paris, *op. cit.*

- Le taux d'activité serait passé de 54,4 % en 1999 à 52,9 % en 2000, enregistrant ainsi une baisse de 1,5 point en l'espace de 12 mois. Cette baisse a concerné toutes les tranches d'âge, et notamment les jeunes de 15 à 24 ans (– 2,4 points), qui semblent rester plus longtemps à l'école, sans que cela soit tout à fait confirmé par les statistiques de l'Education nationale.

La réduction du niveau d'activité qui paraît, cependant, la plus sujette à caution, est celle qui concerne les femmes. En effet, le taux d'activité féminin aurait reculé de 2,4 points sur les deux années étudiées. Cela a conduit à la "sortie" du marché de l'emploi d'un nombre de femmes compris entre 250 000 et 300 000.

- La délimitation de la sphère de l'emploi – l'emploi non rémunéré en est une des principales manifestations – et du chômage demeure fortement contrariée en milieu rural, notamment par l'imbrication de ce qui relève de l'économique (le fait générateur d'un salaire ou d'un revenu) et de ce qui est du ressort du social ou du culturel.

A ce propos, la réalité de l'emploi en milieu rural ne pourrait être valablement restituée que si les données produites tenaient compte, entre autres, du chômage déguisé. Et tant que cela ne sera pas fait, les informations obtenues en milieu rural et en milieu urbain ne correspondront, dans de très nombreuses situations, qu'à une juxtaposition d'éléments, fondamentalement incomparables puisque non basés sur une approche intelligible des réalités interrogées.

Autres remarques

- Il devient de plus en plus économiquement et statistiquement inconcevable de considérer que le chômage – déclaré – ne touche qu'une personne active sur vingt en milieu rural, contre une sur cinq dans les villes.

Cet élément est particulièrement perturbant lorsqu'on le rapproche de l'évolution du PIB agricole au cours des dernières années (voir tableau 3) et lorsqu'on prend en considération le fait que l'agriculture génère près de 82 % des emplois en milieu rural, alors que ce milieu comporte 47,8 % (voir ci-haut) des emplois disponibles à l'échelle nationale.

Depuis 1997 en particulier, le PIB agricole a ainsi fortement baissé ; cependant, la baisse enregistrée en 1997 par rapport à 1996 (année agricole record dans l'histoire du Maroc) a été compensée par la forte hausse de 1998 ; mais les grands reculs enregistrés en 1999 puis en 2000 ont conduit à ce que le PIB agricole n'a représenté en cette année qu'un peu plus de 61 % de ce qu'il était en 1996.

Une telle évolution doit avoir, tout naturellement, induit une très forte baisse des possibilités d'emploi, notamment pour les hommes, et donc une très importante baisse concomitante des revenus distribués dans les campagnes. Cette baisse conduit, nécessairement, dans des foyers très pauvres et très nombreux (en termes de nombre de personnes par ménage) à l'emploi précoce des enfants et, surtout, à une demande de travail plus accentuée

Chômage et emploi : ce qui n'a pas changé depuis 1998 !

de la part des femmes qui s'installent dans différentes activités de substitution. Cet élément sera d'autant plus marqué que, par ailleurs, l'exode rural – très important en période de sécheresse – est d'abord le fait des hommes, notamment ceux qui sont situés dans les tranches d'âge les plus jeunes. Quant au travail des femmes dans ces conditions, il sera davantage une obligation économique, souvent vitale, dans les zones les plus pauvres, y compris dans les espaces périurbains.

- Plus marginalement, la part de l'emploi "non rémunéré" dans l'emploi total serait passée de 29,5 % en 1999 à 30,3 % en 2000, soit une augmentation de 0,8 point. Or, sauf à considérer que ce soit là un des motifs expliquant le recul du taux de chômage, cette légère augmentation de l'emploi sans rétribution directe, en plus d'indiquer une tendance vers une plus grande précarisation de la situation d'une grande partie de la population active occupée, ne peut être interprétée comme un indice – même ténu – de raffermissement de la situation sur le marché de l'emploi.

Des tendances lourdes très marquées

Les données portant sur le niveau et les caractéristiques du chômage pendant l'année 2000, publiées au mois de mai 2001, ne permettent pas de comparaisons plus approfondies avec les informations disponibles sur la période antérieure.

Pour cette raison, l'année 1999 et surtout le recensement général de la population de 1994 constitueront encore, pour un moment, la référence.

Au cours de cette année, deux éléments majeurs sont venus confirmer les tendances négatives antérieures, qui marquent depuis de longues années le marché de l'emploi au Maroc. Ces deux éléments, qui vont dans le sens des remarques évoquées ci-dessus, concernent le prolongement de la durée de chômage et la prépondérance – en proportion – de ce chômage parmi la population active inoccupée la plus instruite.

Une durée de chômage de plus en plus longue

Le chômage qui sévit au Maroc, dans les deux milieux confondus, est bien un chômage structurel, de très longue durée.

En effet, en 1999, 71,6 % des chômeurs à l'échelle nationale étaient sans emploi depuis un an et plus.

Dans cette configuration, extrêmement préjudiciable pour les personnes directement concernées et pour l'ensemble de la société, les diplômés d'enseignement supérieur en chômage semblent être les plus affectés, puisqu'ils sont à 84,5 % dans cette situation depuis au moins 12 mois. Les sans diplômes sont ceux qui s'en sortent – si l'on peut dire – le mieux, puisque 60,4 % des chômeurs parmi eux sont en chômage depuis un an et plus. En outre, plus d'un chômeur sur quatre, tous niveaux de formation confondus, est à la recherche d'un emploi depuis au moins 5 années.

Tableau 4
**Chômeurs selon la durée de chômage, données nationales,
 par niveau de formation, 1999 (en %)**

Durée de chômage	Niveau de formation			Ensemble
	Sans diplôme	Niveau moyen	Niveau supérieur	
Moins d'un an	33,1 %	21,6 %	15,3 %	24,3 %
Un an et plus	66,8 %	78,3 %	84,5 %	75,6 %
dont :				
• de 12 à 35 mois	24,7 %	28,6 %	32,4 %	28,1 %
• de 36 à 59 mois	14,7 %	19,2 %	22,6 %	18,3 %
• 60 mois et plus	27,4 %	30,5 %	29,5 %	29,2 %
Durée moyenne de chômage	39,5 mois	43,1 mois	42 mois	41,6 mois

Source : Direction de la Statistique, *Activité, emploi et chômage 1999*, Rapport de synthèse, Rabat.

Il apparaît, par ailleurs, que la situation s'est beaucoup détériorée de ce point de vue entre 1997 et 1999. Ainsi, s'agissant du milieu urbain pour lequel il est possible de faire des comparaisons, il est apparu que 75,6 % de la population active urbaine en chômage étaient dans cette situation, en 1999, pendant au moins un an, alors que ce rapport n'était "que" de 65 % deux ans plus tôt.

De même, alors que 24,9 % des chômeurs en milieu urbain étaient dans cette situation, à ce moment là, depuis 5 ans et plus (9), ce pourcentage est passé à 29,2 % en 1999.

Un chômage des diplômés de plus en plus marqué

L'une des caractéristiques les plus marquées qui ont accompagné l'évolution de la situation du chômage au cours des dernières années au Maroc est incontestablement l'augmentation de la part des diplômés parmi les personnes actives à la recherche d'un emploi. Ainsi, alors que 11,6 % des personnes actives ne disposant d'aucune formation de quelque niveau que ce soit étaient au chômage en 1996 (contre 17,6 % en 1984), 31,1 % d'actifs niveau baccalauréat et 29,7 % d'actifs disposant d'un diplôme d'enseignement supérieur étaient en chômage à la même année, le taux de chômage affectant ces trois catégories s'est situé à l'échelle nationale, en 1999, à "seulement" 8,1 % pour les "sans diplôme" contre, respectivement, 32,6 % et 32,9 % pour les deux autres catégories de personnes actives.

Et, symptomatique de tout ce qui, aujourd'hui, met à mal les efforts menés en vue de moderniser l'économie marocaine et est partiellement configuré par les statistiques disponibles, le taux de chômage parmi les chômeurs ne faisant valoir aucun niveau d'instruction n'était plus, en 2000, que de 7,1 % pour l'ensemble du Maroc alors qu'il était de 17,6 % en 1984, soit une baisse de 10,5 points en l'espace de 16 ans. Dans le même temps,

(9) Voir à ce propos le rapport de synthèse *Activité, emploi et chômage, 1997*, p. 40, direction de la Statistique, ministère du Plan et des Prévisions économiques, Rabat.

Chômage et emploi : ce qui n’a pas changé depuis 1998 !

le taux de chômage parmi les diplômés d’enseignement supérieur passait de 3,5 % en 1984 à 32,9 % en 1999.

Tableau 5
Taux de chômage selon le niveau de formation
(données nationales, 1999)

Niveau de formation	Taux de chômage en 1999		Taux de chômage 1996
	Niveau national	Milieu urbain	
Sans diplôme	8,1 %	15,2 %	11,6 %
Certificat d’enseignement fondamental	25,5 %	29,2 %	25,2 %
Diplômes d’enseignement secondaire	32,6 %	33,1%	31,1 %
Diplômes de techniciens et cadres moyens	19,8 %	20,1 %	15,7 %
Diplômes d’enseignement supérieur	32,9 %	31,3 %	29,7 %
Diplômes en qualification professionnelle	34,0 %	34,3 %	38,7 %
Certificats en spécialisation professionnelle	39,6 %	39,0 %	38,2 %
Non déclarés	21,2 %	19,7 %	13,5 %
Total	13,9 %	22,0 %	18,1 %

Source : Direction de la statistique, *Activité, emploi et chômage*, Rapports de synthèse 1996 et 1999, Rabat.

Une telle posture où les “sans-diplôme” paraissent bénéficier d’une relative primauté face à l’emploi indique l’existence d’une forte distanciation entre système de production et système de formation/éducation, le premier créant davantage d’emplois pour les sans-diplôme alors que le second forme pour des emplois non disponibles, avec tout ce que cela induit comme perte de ressources pour les personnes et pour la collectivité nationale.

Cette réalité, d’où rejaillit nettement la problématique fondamentale de l’adéquation formation/emploi à laquelle est soumis le marché du travail au Maroc, s’explique aussi bien du côté du système productif que de celui du système de formation, à la fois générale et professionnelle.

Au niveau du système productif, il faut relever la part extrêmement importante des emplois créés par les entreprises agissant dans le secteur informel de l’économie. Ce fait, attesté par les éléments cités ci-haut qui concernent la part de l’emploi agricole (81,6 % de l’emploi en milieu rural) et de l’emploi non rémunéré (30,3 %) dans l’emploi total à l’échelle nationale, est confirmé par la proportion prise par les “aides familiaux” dans les emplois disponibles (31,3 %) ou par celle des “artisans et ouvriers qualifiés de l’artisanat” (16,4 % de l’emploi total) (10).

Or, le secteur informel, dont le poids économique est très important puisqu’il participait au milieu des années 1990 à concurrence de plus de 41 % de la valeur ajoutée de l’industrie et 75 % de la production de services, emploie de préférence une main-d’œuvre issue généralement des zones

(10) Direction de la Statistique, *Activité, emploi et chômage*, 1999, Rapport de synthèse, Rabat.

(11) Ministère de l'Emploi et des Affaires sociales – PNUD, *Revue de la pauvreté au Maroc*, Rabat, 1997.

rurales, le plus souvent sans aucune qualification réelle et sans aucune formation initiale. L'apprentissage d'un métier par la personne engagée se faisant sur le tas en tant qu'apprentie ou aide familiale (11).

Plus globalement, différents travaux ont montré que l'élévation du niveau d'instruction au Maroc n'est pas synonyme d'une plus grande "employabilité", en ce sens que la plupart des entrepreneurs dans le secteur informel et beaucoup d'entrepreneurs dans le secteur formel :

- estiment que les formations acquises dans les écoles et autres centres de formation ne sont d'aucune utilité dans les activités pour lesquelles ils recrutent ;

- préfèrent, dans beaucoup de cas, des analphabètes ou des personnes actives à faible niveau d'instruction parce qu'ils acceptent plus facilement les normes organisationnelles et disciplinaires en vigueur dans leurs entreprises et parce que leurs exigences en matière de salaires et de conditions ou durée de travail sont réduites (12).

(12) M. Lahlou, « L'emploi au Maroc : les politiques et le résultat », *Mondes en développement*, n° 89-90, 1995.

Annexe

Tableau A

Evolution de l'effectif de la population d'âge actif (15 à 60 ans), 1960 à 2014

Années	Population pertinente (en 000)
1960	5 986
1971	7 593
1982	10 976
1994	14 490
1999	16 873
2000	17 345
2004	19 158
2009	21 325
2014	22 899

Source : CERED, ministère chargé de la Population, *Projections de la population du Maroc (1994-2014)*, Rabat, 1996.

Tableau B
Indicateurs annuels d'activité et de chômage
par milieu de résidence, 1999 et 2000

Indicateurs	1999			2000		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Activité et emploi (15 ans et plus)						
Population active (en milliers)	5 270	5 008	10 278	5 345	4 940	10 285
Part des actifs marginaux	3,2 %	8,1 %	5,6 %	3,2 %	7,7 %	5,3 %
Taux de féminisation de la population	24,3 %	32,2 %	28,3 %	23,3 %	30,5 %	26,8 %
Taux d'activité	48,1 %	63,3 %	54,4 %	47,0 %	61,4 %	52,9 %
• Selon le sexe :						
– Hommes	74,6 %	85,5 %	79,3	74,0 %	85,4 %	78,8 %
– Femmes	22,8 %	40,9 %	30,3 %	21,3 %	37,5 %	27,9 %
• Selon l'âge :						
– 15-24 ans	37,0 %	60,4 %	48,0 %	34,9 %	57,6 %	45,6 %
– 25-34 ans	62,2 %	68,8 %	64,7 %	61,3 %	67,2 %	63,5 %
– 35-44 ans	60,2 %	71,1 %	64,2 %	59,3 %	70,4 %	63,3 %
– 45 ans et plus	36,8 %	57,3 %	45,7 %	36,4 %	56,3 %	44,8 %
• Selon le diplôme :						
– Sans diplôme	43,1 %	63,1 %	53,7 %	41,5 %	61,3 %	52,0 %
– Ayant un diplôme	54,6 %	63,1 %	55,9 %	53,9 %	62,0 %	55,1 %
Population active occupée (en milliers)	4 109	4 737	8 846	4 199	4 692	8 891
Taux d'emploi	37,5 %	59,7 %	46,8 %	36,9 %	58,3 %	45,8 %
Part de l'emploi non-rémunéré dans l'emploi total	7,3 %	48,8 %	29,5 %	7,3 %	50,9 %	30,3 %
Chômage						
Population active en chômage (en milliers)	1 162	271	1 433	1 146	248	1 394
Part des chômeurs marginaux	7,5 %	11,8 %	8,3 %	9,0 %	7,8 %	8,7 %
Taux de féminisation de la population active en chômage	30,4 %	12,7 %	27,1 %	29,0 %	10,5 %	25,7 %
Taux de chômage	22,0 %	5,4 %	13,9 %	21,5 %	5,0 %	13,6 %
• Selon le sexe :						
– Hommes	20,3 %	7,0 %	14,2 %	19,9 %	6,5 %	13,8 %
– Femmes	27,6 %	2,1 %	13,3 %	26,7 %	1,7 %	13,0 %
• Selon l'âge :						
– 15-24 ans	37,8 %	8,6 %	20,5 %	37,6 %	7,9 %	19,9 %
– 25-34 ans	30,2 %	7,0 %	20,9 %	30,0 %	6,7 %	20,7 %
– 35-44 ans	10,4 %	3,0 %	7,4 %	10,4 %	2,7 %	7,3 %
– 45 ans et plus	5,0 %	1,1 %	2,9 %	4,3 %	1,1 %	2,7 %
• Selon le diplôme :						
– Sans diplôme	15,2 %	3,8 %	8,1 %	13,1 %	3,5 %	7,1 %
– Ayant un diplôme	29,2 %	18,0 %	27,2 %	29,7 %	17,0 %	27,5 %

Source : Direction de la Statistique, *Enquête nationale sur l'emploi*, bulletin n° 56, avril 2001.